

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/PanamaPresidentielles-Les-Panameens-sanctionnent-les-conservateurs>

PanamáPrésidentielles : Les Panaméens sanctionnent les conservateurs

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : mercredi 5 mai 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Vingt-trois ans après la disparition de son père, l'ex-président Omar Torrijos, le centriste Martin Torrijos a été élu sans coup férir à la tête du Panama.

Par Benito Perez

[Le Courier](#), Mardi 4 Mai 2004

La claque infligée par les Panaméens aux conservateurs est retentissante. Dimanche, le leader de la coalition centriste « Patrie Nouvelle » [1], Martin Torrijos, 40 ans, a remporté l'élection présidentielle avec près de vingt points d'avance sur son principal concurrent, l'ex-président fantoche de Washington (1989-1994), Guillermo Endara, du Parti solidarité (droite). Un écart d'autant plus significatif que la participation a dépassé les 80% ! L'accès au pouvoir en septembre prochain de cet économiste formé au Texas n'est sans doute pas étrangère à son patronyme : Torrijos. A sa seule évocation, la dispute fuse entre les Latino-Américains, pour qui le souvenir du père de Martin, le fameux Omar Torrijos, évoque des sentiments très contradictoires. Tombeur en 1968 du caudillo Arnulfo Arias (l'ex-époux de l'actuelle présidente Mireya Moscoso !), cet officier nationaliste et anti-impérialiste dirigea « son » petit pays centraméricain d'une main de fer. Dix ans de répression et de dictature militaire, selon les uns ; dix ans de progrès social et de soutien courageux aux mouvements d'émancipation du tiers-monde, pour les autres.

Même sa mort, en 1981, ne fait pas l'unanimité, puisque selon ses admirateurs, l'officier progressiste est décédé dans un attentat commis par la CIA ; là où ses pourfendeurs ne voient qu'un banal accident d'avion... Seule gloire unanimement reconnue : la signature en 1977 d'un traité avec le président étasunien Jimmy Carter. Ce texte permit au Panama de récupérer il y a cinq ans la souveraineté sur le Canal interocéanique, jusqu'alors enclavé étasunienne.

Durant la campagne, Torrijos Jr a pris quelque distance avec son controversé papa, en promettant de faire toute la lumière sur les abus commis lors des règnes de Torrijos Sr et de son successeur Manuel Antonio Noriega, ex-agent de la CIA, renversé en 1989 par son ancien employeur, lors d'une invasion qui fit plus de 3000 morts. Le candidat de « Patrie Nouvelle » n'a toutefois pas hésité à revendiquer à plusieurs reprises l'héritage social de son père.

40% de pauvres

Bien évidemment, c'est sur cette question que le futur président sera le plus attendu. Avec un taux de chômage officiel à 14% (près de 35% de sous-emploi, selon d'autres sources) et deux Panaméens sur cinq vivant sous le seuil de pauvreté, il est probable que Martin Torrijos ait bénéficié du bon souvenir laissé par son père dans les classes défavorisées. Un appui populaire en forme de sanction contre les politiques néolibérales appliquées depuis plus d'une décennie, qui ont eu pour premier effet de renforcer les inégalités, puis de rendre atone le produit intérieur brut (PIB), l'économie réelle (non financière) panaméenne étant incapable de résister à la hausse des importations. Les jeunes sont particulièrement touchés. Un tiers est sans emplois, tandis que les étudiants doivent faire face à des conditions d'études désastreuses pour cause d'austérité budgétaire.

Une politique ressentie comme paradoxale, puisque durant ces dix dernières années, l'Etat a engrangé des recettes exceptionnelles, grâce aux successives privatisations des entreprises INTEL (télécoms), IRHE (électricité), des ports de Balboa et Cristóbal, etc.

Pour le clan de la présidente Moscoso, le désaveu populaire était inévitable. Il aura été cinglant ! Son poulain, José Miguel Alemán, n'a terminé dimanche qu'en troisième position, à plus de trente points du vainqueur...

« Pacte Social »

En face, Martin Torrijos avait sans surprise axé sa campagne sur une politique volontariste en matière de création d'emplois. Dimanche, le jeune politicien a rappelé son ambition de fonder « un nouveau pacte social, sérieux, participatif, n'excluant personne ». Sans préciser ses visées réformistes.

Fondamentalement, son quinquennat ne devrait apporter aucune rupture, si ce n'est peut-être en matière de lutte contre la corruption, domaine sans cesse mis en avant durant sa campagne. Au niveau économique, M. Torrijos a d'ores et déjà affirmé qu'il ne dénoncera pas l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis, que s'apprête à signer l'actuelle majorité conservatrice. Economiste formé dans une université texane, il s'est également déclaré partisan d'une certaine rigueur fiscale et du relèvement de l'âge de la retraite.

Il a en revanche laissé le flou sur les questions essentielles de la réforme de la santé et l'éventuelle privatisation des derniers services publics, tels que l'eau. Un silence d'autant plus inquiétant que Martin Torrijos approuva par le passé les ventes d'INTEL et de l'IRHE...

Autre dossier chaud : le futur de la route navale interocéanique, qui à elle seule rapporte 10% du PIB panaméen. Martin Torrijos a promis qu'un référendum donnerait la parole aux Panaméens sur le projet d'élargissement de cette voie hautement stratégique. Un chantier gigantesque et controversé, tant pour son coût - évalué entre 5 et 8 milliards de dollars - qu'en raison de son impact environnemental.

Post-scriptum :

Note :

[1] Composée par le Parti révolutionnaire démocratique (social-démocrate) et le Parti populaire (démocrate-chrétien).